

DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU TRAVAIL
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

DIRECTION GÉNÉRALE DES MINES

RÉGIME DE RETRAITE DES OUVRIERS MINEURS.

Arrêté royal du 2 avril 1929 ayant pour objet de compléter les dispositions de l'article 4 de l'arrêté royal du 12 août 1925, pris en exécution de la loi du 10 du même mois, relative à la fourniture du charbon aux ouvriers mineurs pensionnés et à leurs veuves.

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT,

Vu la loi du 10 août 1925, complétant la loi du 30 décembre 1924 sur les pensions des ouvriers mineurs ;

Vu l'arrêté royal du 12 août 1925 portant exécution de la loi du même mois ;

Vu le vœu émis, le 5 mars 1929, par le conseil d'administration du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs, tendant à voir compléter l'article 4 de l'arrêté précité par une disposition qui règle les modalités de déchéance de la fourniture du charbon aux bénéficiaires, lorsque ceux-ci ne produisent pas les bons de charbon dans les délais prévus ;

Considérant qu'il n'existe, dans le règlement en vigueur, aucune disposition qui consacre la déchéance du droit au charbon en pareil cas ; qu'il y a lieu, pour éviter des difficultés dans l'application de la loi susdite du 10 août 1925, de remé-

dier à cette situation en complétant l'article 4 de l'arrêté royal du 12 août 1925;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier. — Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté royal du 12 août 1925, pris en exécution de la loi du 10 du même mois, sont complétées ainsi qu'il suit :

Alinéa 3 (nouveau). La délivrance du bon vaut exécution de l'obligation qui incombe au Fonds national en vertu de la loi du 10 août 1925.

Alinéa 5 (nouveau). La non production des bons au charbonnage dans les délais stipulés ci-dessus entraîne la déchéance de la fourniture du charbon pour la période à laquelle ces bons se rapportent.

Art. 2. — Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 avril 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

HENRI HEYMAN.

Loi du 2 mai 1929 modifiant, en ce qui concerne les ouvriers mineurs, l'article 4 de la loi du 20 juillet 1927 accordant un complément de pension à certains bénéficiaires d'une pension de vieillesse.

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :
Article premier. — L'article 4, alinéas 3 et 4 de la loi du 20 juillet 1927 est modifié et complété comme suit :

(Alinéa 3.) « Lorsque le conjoint de l'ouvrier mineur pensionné est encore en vie, le montant du complément de pension est fixé d'après les règles établies aux articles 2, 3 et 5. Toutefois, le maximum de 720 francs prévu à l'article 2 pour le taux du complément de pension est réduit à 600 francs. Il n'est pas tenu compte, pour fixer le montant des ressources, des allocations à charge des pouvoirs publics, dont l'intéressé bénéficie en vertu des lois ci-dessus, ni de la part, incombant au Fonds national de retraite des ouvriers mineurs, de la pension de mineur dont bénéficie l'intéressé. »

(Alinéa 4.) « Pour les veuves des ouvriers mineurs pensionnés, il est fait application des dispositions de l'article 2, sous la déduction des allocations à charge des pouvoirs publics et à charge du Fonds national des ouvriers mineurs, allocation dont elles bénéficient en vertu des lois spéciales. Toutefois, le taux maximum de 720 francs prévu à l'article 2 pour le taux du complément de pension est réduit à 600 francs. »

Art. 2. — Les modifications apportées à l'article 4 de la loi du 20 juillet 1927 par la présente loi, produiront leurs effets à partir du 1er janvier 1929.

Art. 3. — En vue de permettre le paiement, pendant l'exercice 1929, des dépenses résultant des modifications apportées par la présente loi à l'article 4 de la loi du 20 juillet 1927, le crédit de 12 millions, inscrit à l'article 37 du budget du ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale pour 1929, sera majoré de 3 millions.

En conséquence, la modification ci-après est apportée au budget, pour 1929, du ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale :

« PREMIERE SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES

» CHAPITRE III. — Mines.

» Art. 37. — Dépenses résultant de l'application de la loi du 20 juillet 1927 et de la loi du 3 août 1926, 15,000,000 de francs.

» Cette dépense sera couverte par les ressources générales du Trésor. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur*.

Donné à Bruxelles, le 12 mai 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

HENRI HEYMAN.

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

P.-E. JANSON.

POLICE DES MINES

Arrêté royal du 1^{er} mai 1929 modifiant l'article 15 de l'arrêté royal du 10 décembre 1910, sur les voies d'accès et les puits des mines, ainsi que sur la circulation du personnel dans ces puits.

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 3 juin 1911, complétant et modifiant les lois du 21 avril 1810 et du 2 mai 1837, sur les mines, minières et carrières ;

Vu l'arrêté du 5 mai 1919, portant règlement général de police sur les mines, minières et carrières souterraines ;

Revu l'article 15 de l'arrêté royal du 10 décembre 1910, sur les voies d'accès, les puits et la circulation du personnel dans les puits ;

Vu les travaux de la commission de revision des règlements miniers ;

Vu l'avis du conseil des mines, en date du 22 février 1929 ;

Considérant que l'article 15 susdit a donné lieu à des difficultés d'application et qu'il a été reconnu nécessaire de le modifier de manière à étendre l'intervention de la députation

permanente du conseil provincial à tous les cas de mise hors de service d'un puits de mine ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier. — Sont supprimés le premier et le troisième alinéas, de même que le mot « définitif » au deuxième alinéa, de l'article 15 de l'arrêté royal du 10 décembre 1910, sur les voies d'accès, les puits et la circulation du personnel dans les puits, de telle sorte que le texte de cet article devient ce qui suit :

« En cas de mise hors de service d'un puits, la direction de la mine est tenue d'en informer, au moins un mois à l'avance, la députation permanente du conseil provincial, laquelle, sur l'avis de l'administration des mines, prescrira les dispositions de police qu'elle jugera convenables pour la sécurité des personnes et des choses. »

Art. 2. — Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} mai 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

HENRI HEYMAN.

Arrêté royal du 5 mai 1929 modifiant l'article 38^{ter} du Règlement général de police des mines.

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 5 juin 1911, complétant et modifiant les lois du 21 avril 1810 et du 2 mai 1837, sur les mines, minières et carrières ;

Vu l'arrêté royal du 5 mai 1919 portant règlement général de police sur les mines, minières et carrières souterraines ;

Revu l'article 38^{ter} introduit par l'arrêté royal du 24 novembre 1924, dans les « Dispositions concernant l'aéragé des

mines à grisou. Règles spéciales à suivre dans les mines à grisou de la troisième catégorie » du règlement général de police des mines du 28 avril 1884 ;

Vu les travaux de la commission de revision des règlements miniers ;

Vu l'avis du conseil des mines, en date du 22 février 1929 ;

Considérant que l'article 38ter susdit prescrit que les chambres-abris à établir dans les mines de la troisième catégorie, lors de l'exécution de tout travail préparatoire en roche ou en veine, seront raccordées par téléphone haut-parleur, à la surface du siège ou, dans certains cas, à l'envoyage ;

Considérant qu'il a été reconnu que l'installation de téléphones haut-parleurs, dans les conditions ci-dessus, présente de grandes difficultés pratiques ; qu'au surplus, de tels appareils ne peuvent être utilisés en atmosphère grisouteuse et qu'ainsi les services qu'ils peuvent rendre sont restreints et ne sont pas en rapport avec les difficultés d'installation ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier. — L'avant-dernier alinéa de l'article 38ter, introduit par l'arrêté royal du 24 novembre 1924, dans le règlement général de police des mines du 28 avril 1884, alinéa ainsi conçu :

« La chambre sera reliée, par un téléphone haut-parleur, à la surface du siège ou à l'envoyage, si ce dernier est à service permanent et se trouve à une distance du travail telle qu'il ne pourrait être affecté par les conséquences d'un dégagement instantané. »

Est supprimé et remplacé par la disposition ci-après :

« La direction de la mine prendra des mesures pour que, en cas de dégagement instantané, les ouvriers éventuellement renfermés dans une chambre-abri, soient à même de faire connaître leur situation, de façon que des secours puissent leur être apportés dans un minimum de temps. »

Art. 2. — Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté
Donné à Bruxelles, le 5 mai 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

H. HEYMAN.

POLICE DES MINES, MINIÈRES ET CARRIÈRES SOUTERRAINES.

Arrêté royal du 1^{er} mai 1929 complétant les articles 68 et 73 de l'arrêté royal du 15 septembre 1919 relatif aux installations superficielles des mines, minières et carrières souterraines.

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 5 juin 1911 complétant et modifiant les lois du 21 avril 1810 et du 2 mai 1837 sur les mines, minières et carrières ;

Vu l'arrêté royal du 5 mai 1919 portant règlement général de police sur les mines, minières et carrières souterraines ;

Revu l'arrêté royal du 15 septembre 1919 relatif aux installations superficielles des mines, minières et carrières souterraines ;

Vu les travaux de la commission de revision des règlements miniers ;

Vu l'avis du conseil des mines, en date du 22 février 1929 ;

Considérant qu'il a été reconnu nécessaire de renforcer les mesures prescrites par l'arrêté royal du 15 septembre 1919,

ci-dessus, en vue d'empêcher que des ouvriers ne se trouvent en état d'ivresse dans les ateliers, chantiers de travail et dépendances des installations superficielles des mines, minières et carrières souterraines;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier. — L'arrêté royal du 15 septembre 1919, sur les installations superficielles des mines, minières et carrières souterraines est complété comme suit :

a) A l'article 68, il est ajouté le paragraphe suivant :

« Aucune personne ne pourra être admise dans les ateliers, sur les chantiers de travail et leurs dépendances si elle est en état d'ivresse. »

b) A l'article 73, il est ajouté un paragraphe ainsi conçu :

« n) De pénétrer en état d'ivresse dans les ateliers, les chantiers de travail et leurs dépendances. »

Art. 2. — Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} mai 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

H. HEYMAN.

DELÉGUÉS A L'INSPECTION DES MINES.

Loi du 5 mai 1929 sur la réparation des dommages résultant d'accidents du travail survenus aux délégués à l'inspection des mines.

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article unique. — La loi du 16 août 1927, modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897 instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines de houille, est complétée par la disposition suivante :

« Art. 186bis. — La réparation des dommages résultant d'accidents de travail survenus aux délégués à l'inspection des mines dans le cours et par le fait de leur mission, sera réglée conformément aux dispositions de la loi du 24 décembre 1903 ou de toute autre loi qui modifierait ou remplacerait celle-ci. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le « Moniteur ».

Donné à Bruxelles, le 5 mai 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

HENRI HEYMAN.

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

P.-E. JANSON.

PERSONNEL

Corps des Mines. — Arrêté royal du 14 mai 1929 modifiant les dispositions relatives au recrutement des Ingénieurs.

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les lois du 10 avril 1890 et du 3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires;

Vu la loi du 21 juin 1926 accordant à l'École des Mines et de Métallurgie de Mons, faculté technique du Hainaut, le droit de délivrer à ses élèves des diplômes légaux de candidat Ingénieur et d'Ingénieur civil des Mines;

Vu le règlement organique du service et du corps des Ingénieurs des Mines;

Revu l'arrêté royal du 29 juillet 1907, relatif au recrutement des Ingénieurs des Mines, modifié par les arrêtés royaux du 31 août 1920;

Considérant qu'il y a lieu de modifier certaines dispositions de cet arrêté royal, en vue de tenir compte de la loi du 21 juin 1926 ci-dessus visée;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier. — L'arrêté royal du 29 juillet 1907, relatif au recrutement des Ingénieurs des Mines, modifié par les arrêtés royaux du 31 août 1920, est modifié comme suit :

1° A la fin du deuxième alinéa de l'article 1^{er}, il est ajouté les mots : « ainsi qu'à la loi du 21 juin 1926 accordant à l'École des mines et de métallurgie de Mons, faculté technique du Hainaut, le droit de délivrer à ses élèves des diplômes légaux de candidat Ingénieur et d'Ingénieur des Mines »;

2° Le premier alinéa de l'article 4 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le tirage au sort mentionné au 4° de l'article 2 aura lieu dans une réunion des membres du jury appartenant à l'administration, réunion à laquelle les quatre écoles techniques de Bruxelles, de Liège, de Louvain et de Mons seront invitées à se faire représenter »;

3° Les deux derniers alinéas de l'article 7 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Ce jury est composé du Directeur général de Mines, qui remplit les fonctions de président, de fonctionnaires du Corps des Mines et de professeurs ou chargés de cours des écoles techniques des universités de Bruxelles, de Liège et de Louvain, ainsi que de la faculté technique du Hainaut, qui enseignent les matières reprises sous les n^{os} 1° à 4° de l'article 2. Ces derniers n'ont voix délibérative qu'en ce qui concerne les matières pour lesquelles ils ont été désignés.

» Ne peuvent faire partie du jury, les fonctionnaires du Corps des Mines, qui participent à l'enseignement dans les quatre écoles techniques ci-dessus »;

4° A l'article 8 :

Au premier alinéa, les mots « les universités susdites seront invitées » sont remplacés par « les établissements d'enseignement supérieur susdits seront invités ».

Au 1°, les mots « chaque université sera représentée » sont remplacés par « chacun de ces établissements sera représenté ».

Au 2°, les mots « l'une des trois écoles techniques » sont remplacés par « l'une des quatre écoles techniques ».

Art. 2. — Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ALBERT.

Donné à Bruxelles, le 14 mai 1929.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

H. HEYMAN.

AMBTELIJKE BESCHEIDEN

MINISTERIE VAN NIJVERHEID,
ARBEID EN MAATSCHAPPELIJKE VOORZORG
ALGEMEENE DIRECTIE VAN HET MIJNWEZEN

PENSIOENWEZEN
DER STEENKOOLMIJNWERKERS.

Koninklijk besluit van 2 April 1929 ter aanvulling van de bepalingen van artikel 4 van het koninklijk besluit d.d. 12 Augustus 1925, ter uitvoering van de wet d.d. 10 Augustus van hetzelfde jaar, aangaande de levering van steenkool aan de gepensioneerde steenkoolmijnwerkers en aan hunne weduwen.

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de wet dd. 10 Augustus 1925, ter aanvulling van de wet dd. 30 December 1924 op de pensioenen der steenkoolmijnwerkers;

Gelet op het koninklijk besluit dd. 12 Augustus 1925 houdende uitvoering van de wet dd. 10 Augustus van hetzelfde jaar;

Gelet op den wensch door den beheersraad van het Nationaal Pensioenfonds der mijnwerkers op 5 Maart 1929 uitgedrukt, om artikel 4 van bovenvermeld besluit aangevuld te zien, door een bepaling welke de uitsluiting van de steenkoollevering aan de rechthebbenden voorziet, wanneer deze de kolenbons, niet binnen de gestelde termijnen afleveren;

Overwegende dat in het van kracht zijnde reglement geen enkele bepaling wordt aangetroffen, die het verlies van recht op steenkoollevering in zulk geval bevestigt; dat om moeilijk-

heden te voorkomen wat de toepassing van bovenvermelde wet van 10 Augustus 1925 betreft, dien toestand dient verholpen, door aanvulling van artikel 4 van het koninklijk besluit dd. 12 Augustus 1925;

Op de voordracht van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,

Wij hebben besloten en Wij besluiten:

Eerste artikel. — Le bepalingen van artikel 4 van het koninklijk besluit dd. 12 Augustus 1925, genomen ter uitvoering van de wet dd. 10 Augustus van hetzelfde jaar, worden aangevuld als volgt:

Alinea 3 (nieuw). De aflevering van het bon behelst uitvoering van de verplichting welke, krachtens de wet dd. 10 Augustus 1925, op het Nationaal Fonds rust.

Alinea 5 (nieuw). Het niet afleveren van de bons aan de steenkoolmijnen binnen de bovenvermelde termijnen heeft, gedurende het tijdperk waarop deze bons betrekking hebben, het verlies van steenkoollevering voor gevolg.

Art. 2. — Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 2 April 1929.

ALBERT.

Van Koningswege:

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg.*

HENRI HEYMAN.

Wet van 2^e Mei 1929 tot wijziging, ten behoeve van de mijnwerkers, van artikel 4 der wet van 20 Juli 1927, waarbij een aanvullend pensioen wordt verleend aan sommige ouderdomspensioengerechtigden.

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen het geen volgt:

Art. 1. — Artikel 4, alineas 3 en 4 der wet van 20 Juli 1927, wordt gewijzigd en aangevuld als volgt :

(Alinea 3.) « Is de echtgenoot van den gepensionneerden mijnwerker nog in leven, dan wordt het bedrag van het aanvullend pensioengedeelte vastgesteld volgens het bepaalde bij de artikelen 2, 3 en 5. Nochtans, wordt het bij artikel 2 voorzien maximumbedrag van aanvullend pensioen van 720 frank tot 600 frank teruggebracht. Voor het vaststellen van het bedrag der inkomsten, wordt geen rekening gehouden met de tegemoetkomingen ten laste van de openbare besturen, welke de betrokkene geniet krachtens bovenvermelde wetten, noch met het gedeelte van het mijnwerkerspensioen dat aan den pensioengerechtigde wordt uitgekeerd door het Nationaal pensioenfonds voor de mijnwerkers. »

(Alinea 4.) « Voor de weduwen van gepensionneerde mijnwerkers, worden de bepalingen van artikel 2 toegepast, mits aftrek van de tegemoetkomingen ten laste van de openbare besturen en ten laste van het nationaal pensioenfonds voor de mijnwerkers, tegemoetkomingen welke zij genieten krachtens bijzondere wetten. Evenwel, het bij artikel 2 voorzien maximumbedrag van aanvullend pensioen van 720 frank wordt tot 600 frank teruggebracht. »

Art. 2. — De door deze wet aan artikel 4 van 20 Juli 1927 toegebrachte wijzigingen worden van kracht vanaf 1 Januari 1929.

Art. 3. — Met het oog op de betaling, gedurende het dienstjaar 1929, der kosten voortspruitende uit de wijzigingen toegebracht door deze wet aan artikel 4 der wet van 20 Juli 1927, wordt het crediet van 12 miljoen, ingeschreven op artikel 37 der begrooting van het ministerie van Nijverheid, Arbeid en Sociale voorzorg voor 1929, verhoogd met 3 miljoen.

Bijgevolg wordt de volgende wijziging toegebracht aan de begrooting voor 1929 van het ministerie van Nijverheid, Arbeid en Sociale voorzorg :

« EERSTE AFDEELING. — GEWONE UITGAVEN.

» HOOFDSTUK III. — *Mijnen.*

» Art 37. — Kosten voortspruitende uit de toepassing der wet van 20 Juli 1927 en der wet van 3 Augustus 1926, 15,000,000 fr.

» Die uitgave wordt gedekt door de algemeene inkomsten van de Schatkist. »

Kondigen de tegenwoordige wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door den *Moniteur* bekendgemaakt worde.

Gegeven te Brussel, den 12 Mei 1929.

ALBERT.

Van Koningswege :

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg.*

HENRI HEYMAN.

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

*De Minister van Justitie,
P.-E. JANSON.*

POLITIE OVER DE MIJNEN

Koninklijk besluit d.d. 1 Mei 1929 tot wijziging van artikel 15 van het koninklijk besluit van 10 December 1910 op de toegangswegen, de schachten en het verkeer van het personeel in de mijnschachten.

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, HEIL.

Gelet op de wet dd. 5 Juni 1911, tot aanvulling en wijziging der wetten van 21 April 1818 en 2 Mei 1837, op de mijnen, groeven en graverijen ;

Gelet op het koninklijk besluit dd. 5 Mei 1919 tot vaststelling van de algemeene politieverordening op de mijnen, graverijen en ondergrondse groeven ;

Herzien artikel 15 van het koninklijk besluit dd. 10 December 1910, betreffende de toegangswegen, de schachten en het verkeer van het personeel in de schachten der mijnen ;

Gelet op de werkzaamheden van de commissie tot herziening der mijnverordeningen ;

Gelet op het advies dd. 22 Februari 1929, van den Mijnraad ;

Overwegende dat bovenvermeld artikel 15 aanleiding heeft gegeven tot moeilijkheden, wat de toepassing er van betreft en dat het noodig werd geoordeeld het zoodanig te wijzigen, dat de tusschenkomst van de deputatie der provincie worde uitgebreid over al de gevallen, die betrekking hebben op het bepaald verlaten van een mijnschacht ;

Op de voordracht van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Art. 1. — Worden geschrapt de eerste en de derde alinea, alsook het woord « bepaald » van de tweede alinea van artikel 15 van het koninklijk besluit dd. 15 December 1910, op de toegangswegen, de schachten en het verkeer van het personeel in de schachten der mijnen, zoodanig dat de tekst van dit artikel als volgt wordt gewijzigd :

« In geval een schacht werdt verlaten, is de mijndirectie gehouden, minstens een maand vooraf, de deputatie van de provincie er van op de hoogte te brengen, welke, luidens advies van het bestuur van het mijnwezen, al de politieverordeningen zal voorschrijven, die, met het oog op de veiligheid van personen en zaken, dienen genomen. »

Artikel 2. — Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 1 Mei 1929.

ALBERT.

Van Koningswege :

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg.*

HENRI HEYMAN.

Koninklijk besluit d.d. 5 Mei 1929 tot wijziging van artikel 38^{ter} van de algemeene politieverordening op de mijnen.

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de wet dd. 5 Juni 1911, tot aanvulling en wijziging der wetten van 21 April 1810 en 2 Mei 1837 op de mijnen, groeven en graverijen ;

Gelet op het koninklijk besluit dd. 5 Mei 1919, tot vaststelling van de algemeene politieverordening op de mijnen, graverijen en ondergrondsche groeven ;

Herzien het artikel 38^{ter} bij het koninklijk besluit dd. 24 November 1924, opgenomen in de « Bepalingen omtrent de ventilatie van mijngasrijke mijnen ». Bijzondere voorschriften te volgen in de mijngasrijke mijnen van de derde categorie » van het algemeen politiereglement op de mijnen van 28 April 1884.

Gelet op de werkzaamheden van de commissie tot herziening der mijnreglementen ;

Gelet op het advies van den mijnraad dd. 22 Februari 1929 ;

Overwegende dat er bij bovenbedoeld artikel 38^{ter} wordt voorgeschreven, dat de in de mijnen van de derde categorie aan te brengen schuilkamers, tijdens de uitvoering van alle voorbereidend werk in steenlagen of ertsaders, door middel van een luidsprekende telefoon in verbinding dienen gesteld met den bovengrondsche zetel of, in sommige gevallen, met de verzendingsplaats ;

Overwegende dat er werd vastgesteld dat de installatie van luidsprekende telefonen, in bovenvermelde voorwaarden, groote praktische moeilijkheden aanbiedt ; dat bovendien dergelijke toestellen niet kunnen worden gebruikt in een mijngasrijke lucht en daardoor de diensten welke zij kunnen bewijzen gering zijn en niet in verhouding zijn met de moeilijkheden van de installatie ;

Op de voordracht van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Art. 1. — De voorlaatste alinea van artikel 38^{ter}, bij koninklijk besluit dd. 24 November 1924 opgenomen in het algemeen mijnpolitierglement dd. 28 April 1884, en luidend als volgt :

« De kamer zal door middel van een luidsprekende telefoon in verbinding blijven met den zetel of de verzendingsplaats, zoo deze laatste voortdurend in werking is, en op zulken afstand van het werk is gelegen, dat zij door oogenblikkelijke mijngasvoortbrenging niet wordt ontredderd. »

Is ingetrokken en vervangen door de volgende bepalingen :

« De mijndirectie dient maatregelen te treffen opdat in geval van oogenblikkelijke mijngasvoortbrenging, de eventueel in een schuilkamer ingesloten werklieden, in staat zouden zijn hun toestand te doen kennen, derwijze dat hun binnen den kortsten tijd hulp zou kunnen worden verleend. »

Art. 2. — Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 5 Mei 1929.

ALBERT.

Van Koningswege :

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg.*

H. HEYMAN.

POLITIE OVER DE MIJNEN, GROEVEN
EN GRAVERIJEN.

Koninklijk besluit d.d. 1 Mei 1929 tot aanvulling van de artikelen 68 en 73 van het koninklijk besluit d.d. 15 September 1919 betreffende de bovengrondsche instellingen der mijnen, ertsgroeven en ondergrondsche groeven.

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, HEIL.

Gelet op de wet dd. 5 Juni 1911, tot aanvulling en wijziging der wetten van 21 April 1810 en van 2 Mei 1837 op de mijnen, groeven en graverijen ;

Gelet op het koninklijk besluit dd. 5 Mei 1919 tot vaststelling van de algemeene politieverordening op de mijnen, graverijen en ondergrondsche groeven ;

Herzien het koninklijk besluit dd. 15 September 1919 betreffende de politie over de bovengrondsche instellingen van de mijnen, graverijen en ondergrondsche groeven ;

Gelet op de werkzaamheden van de commissie tot herziening van de mijnreglementen ;

Gelet op het advies dd. 22 Februari 1929, van de Mijnraad ;

Overwegende dat het noodzakelijk werd geacht de, bij bovenvermeld koninklijk besluit dd. 15 September 1919 voorgeschreven maatregelen te versterken, ten einde te voorkomen dat de werklieden zich in staat van dronkenschap in de werkhuizen, op de werven en toehooren en in de bovengrondsche instellingen van de mijnen, graverijen en ondergrondsche groeven zouden bevinden ;

Op de voordracht van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Art. 1. — Het koninklijk besluit dd. 15 September 1919 op de bovengrondse instellingen van de mijnen, graverijen en ondergrondse groeven wordt aangevuld als volgt :

a) Bij artikel 68 wordt de volgende paragraaf gevoegd :

« Niemand mag in de werkhuizen, op de werven en toevoeren worden toegelaten, zoo hij in staat van dronkenschap verkeert. »

b) Bij artikel 73 wordt deze paragraaf gevoegd :

« n) In staat van dronkenschap in de werkhuizen, op de werven en toevoeren te komen. »

Art. 2. — Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 1 Mei 1929.

ALBERT.

Van Koningswege :

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg.*

H. HEYMAN.

ARBEIDERS-VERTEGENWOORDIGERS
BIJ HET MIJNTOEZICHT.

Wet van 5 Mei 1929 op de vergoeding des schade voortspuitende uit arbeidsongevallen overkomen aan de arbeiders-vertegenwoordigers bij het mijntoezicht.

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Eenig artikel. — De wet van 16 Augustus 1927, houdende wijziging en aanvulling van de wet van 11 April 1897, waarbij arbeiders-vertegenwoordigers worden aangesteld bij het toezicht op de steenkolenmijnen, wordt door de volgende bepaling aangevuld :

« Art. 18bis. — De vergoeding der schade voortspuitende uit arbeidsongevallen overkomen aan de arbeiders-vertegenwoordigers bij het mijntoezicht tijdens en uit hoofde van hun opdracht, wordt geregeld overeenkomstig de bepalingen der wet van 24 December 1903 of van elke andere wet die deze mocht wijzigen of vervangen. »

Kondigen de tegenwoordige wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door den « Moniteur » bekendgemaakt worde.

Gegeven te Brussel, den 5 Mei 1929.

ALBERT.

Van Koningswege :

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg.*

HENRI HEYMAN.

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

P.-E. JANSON.

PERSONNEEL

Mijnkorps. — Koninklijk besluit van 14 Mei 1929 tot wijzigingen aan de bepalingen betreffende het aanwerven van Ingenieurs.

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de wetten dd. 10 April 1890 en 3 Juli 1891 betreffende het toekennen van academische graden en het programma der universiteits examens

Gelet op de wet dd. 21 Juni 1926, waarbij aan de School voor mijnbouw en metaalbewerking, te Bergen, technische faculteit van Henegouwen, het recht wordt verleend om, aan hare leerlingen, wettige diploma's af te leveren van candidaat-Ingenieur en van burgerlijk Mijningenieur ;

Gelet op het grondreglement van den dienst en van het Korps der Mijningenieurs ;

Herzien het koninklijk besluit dd. 29 Juli 1907 betreffende het aanwerven van Mijningenieurs gewijzigd bij de koninklijke besluiten dd. 31 Augustus 1920 ;

Overwegende dat zekere bepalingen van dit koninklijk besluit dienen gewijzigd, ten einde rekening te houden met bovenbedoelde wet dd. 21 Juni 1926 ;

Op de voordracht van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Art. 1. — Het koninklijk besluit dd. 29 Juli 1907, betreffende het aanwerven van Mijningenieurs, gewijzigd bij de koninklijke besluiten dd. 31 Augustus 1920 wordt gewijzigd als volgt :

1° Einde van alinea 2 van artikel 1, bijvoeging van de volgende woorden: « alsmede bij de wet van 21 Juni 1926, waarbij aan de school voor mijnbouw en metaalbewerking, te Bergen, technische faculteit van Henegouwen, het recht wordt verleend aan hare leerlingen wettelijke diploma's van kandidaat-ingenieur en van burgerlijk Mijningenieur af te leveren » ;

2° De eerste alinea van artikel 4 door de volgende bepalingen te vervangen :

« De uitloting, zooals bedoeld, in 4° van artikel 2, zal geschieden in een vergadering der leden van de examencommissie, die tot het beheer behooren, examencommissie waarbij de vier technische scholen van Brussel, Luik, Leuven en Bergen zullen verzocht worden zich te doen vertegenwoordigen » ;

3° De twee laatste alinea's van artikel 7 door de volgende bepalingen te vervangen :

« Deze examencommissie is samengesteld uit den Directeur-generaal van het Mijnwezen, die het ambt van voorzitter waarneemt, uit ambtenaren van het Mijnkorps en uit leeraars of docenten van de technische scholen der universiteiten van Brussel, Luik en Leuven, alsmede van de technische faculteit van Henegouwen, welke de leerstoffen onderwijzen waarvan spraak in n^o 1 tot 4 van artikel 2. Laatsgenoemden hebben

slechts beraadslagende en beslissende stem betreffende de leerstoffen waarvoor zij werden benoemd.

» Mogen geen deel uitmaken van de keurraad, de ambtenaren van het Mijnkorps die onderwijs geven in de vier bovenbedoelde technische scholen » ;

4° Bij artikel 8 :

Eerste alinea : de woorden « worden voormelde hoogeschoolen verzocht » dienen vervangen door : « bovenbedoelde inrichtingen voor hooger onderwijs worden verzocht. »

Bij 1°, de woorden « Elke hoogeschool wordt vertegenwoordigd » dienen vervangen door : « Elk dezer inrichtingen dient vertegenwoordigd ».

Bij 2°, de woorden « een der drie technische scholen » dienen vervangen door : « een der vier technische scholen ».

Art. 2. — Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 14 Mei 1929.

ALBERT.

Van Koningswege :

*De Minister van Nijverheid, Arbeid,
en Maatschappelijke voorzorg,*

H. HEYMAN.